



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 3697

Texte de la question

CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Alain Vidalies, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Alain Vidalies. Les chiffres du chômage ne sont pas une mauvaise surprise, mais plutôt le résultat d'une mauvaise politique. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

En mai 2007, lors de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, 3 231 500 personnes étaient inscrites à Pôle Emploi ; aujourd'hui, elles sont 4 193 000. Voilà le résultat de votre politique ! Voilà le vrai bilan de Nicolas Sarkozy : un million de demandeurs d'emploi supplémentaires ! *(Approbation sur les bancs du groupe SRC. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Et voilà !

M. Alain Vidalies. Le chômage des jeunes est reparti à la hausse et celui des seniors explose littéralement, avec une progression de 15,5 % en une seule année pour les plus de cinquante ans. Et c'est le moment que vous choisissez pour diminuer de 12 % le budget du travail et de l'emploi ! Vous ne faites pas d'économies sur le dos des traders, mais sur celui des chômeurs. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Puisque le temps est à la comparaison avec l'Allemagne, j'observe que lorsque ce pays dépense 5 milliards d'euros pour financer massivement le chômage partiel, vous dépensez 4,5 milliards pour financer les heures supplémentaires. Cherchez l'erreur ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)* Résultat : alors que nos pays avaient le même taux de chômage avant la crise, le taux allemand est resté stable alors que le taux français approche désormais les 10 %.

La droite est au pouvoir depuis dix ans et nous approchons de la fin du mandat de Nicolas Sarkozy. Le ministre du travail se contente de médiocres réponses politiciennes - il l'a fait encore récemment. Monsieur le Premier ministre, nous acceptons le débat, encore faut-il que nous connaissions vos propositions pour lutter contre le chômage. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* En avez-vous, ou bien le président sortant et le Gouvernement ne sont-ils que de simples spectateurs impuissants face à ce désastre ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, quel dommage que, sur un sujet tel que l'emploi, l'opposition choisisse systématiquement le ton de la polémique ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Monsieur Vidalies, pour ce qui est des déclarations politiciennes, je reconnais que j'ai affaire à un orfèvre. *(Même mouvement.)* Vous parlez de l'Allemagne, mais ce pays a commencé à faire des réformes depuis dix ans... *(" Et vous ? " sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Patrick Lemasle et M. Jean Mallot. Vous êtes également là depuis dix ans ! *(Les députés du groupe SRC scandent " Dix ans ! Dix ans ! ")*

M. Xavier Bertrand, *ministre*. En Allemagne, l'opposition n'a pas remis en cause les choix courageux qui ont été faits. Il est vrai que l'on a plus de chances de trouver des socialistes courageux outre-Rhin que sur les bancs de cet hémicycle ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Les membres du groupe SRC continuent de scander " Dix ans ! Dix ans ! ".)*

M. le président. Mes chers collègues, je vous demande de vous calmer

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Monsieur Vidalies, vous connaissez la réalité : dites donc la vérité ! Le budget de

l'emploi a diminué en raison de la suppression de niches fiscales, que vous avez réclamée. Ce budget est donc en baisse apparente, mais nous maintenons intégralement, j'insiste sur ce point, nos capacités d'intervention pour 2012. Voilà la vérité, monsieur Vidalies, et vous le savez ! (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. Alain Vidalies. Pas du tout ! Ce n'est pas vrai !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Monsieur Vidalies, chacun peut jouer un rôle en matière de chômage. Vous êtes élu du département des Landes où 5 200 personnes bénéficient du RSA. Le Gouvernement a tendu la main au conseil général des Landes en lui proposant de cofinancer des contrats aidés plutôt que de laisser les gens dans le RSA. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Royalement, le conseil général a donné son accord pour 216 contrats : je dis bien 216 contrats sur 5 200 allocataires du RSA ! J'ajoute qu'au moment où je vous parle, seulement 10 % de cet objectif est atteint. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. -Huées sur les bancs du groupe SRC.*) Qu'attendez-vous, vous qui êtes élu des Landes, pour faire pression sur le conseil général afin de nous permettre de faire reculer le chômage ? (*Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Henri Emmanuelli. Je suis président du conseil général des Landes ; je veux répondre !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. En réalité, vous ne faites rien ! Sur un sujet si important, vous êtes dans l'invective et la polémique. Nous, nous prenons nos responsabilités ; vous, vous ne proposez rien pour faire reculer le chômage ! Voilà la différence ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Vidalies](#)

Circonscription : Landes (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3697

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 novembre 2011